

Sommet humanitaire mondial : une première étape nécessaire mais éloignée des enjeux

Paris, le mardi 24 mai 2016 – Après deux jours de débats, le Sommet humanitaire mondial d'Istanbul s'achève sur une pointe de déception compte tenu des enjeux colossaux auxquels il devait répondre. Malgré un format contraint, un discours convenu et le manque de mobilisation des Etats permanents du Conseil de sécurité, cette conférence a eu le mérite de faire avancer des sujets essentiels. Les ONG françaises resteront vigilantes à la mise en œuvre de la réforme de l'architecture de l'aide d'urgence et à son suivi.

Dans un contexte de multiplication des crises et des conflits, les attentes de l'ensemble des acteurs de l'aide d'urgence, présents dans leur diversité, étaient trop hautes pour être entièrement satisfaites. Tout en réclamant que la voix des acteurs qui ont boycotté le sommet soit entendue, Coordination SUD et ses membres présents à Istanbul, ont travaillé dur et se sont saisi de cette occasion qui leur était offerte pour porter leurs messages, considérant le Sommet humanitaire mondial comme une première étape pour réformer le système humanitaire mondial.

Cette conférence a ainsi permis de faire avancer les débats sur des questions essentielles telles que la protection des personnels et des structures de santé, l'éducation dans les situations d'urgence, la violence basée sur le genre, l'inclusion des personnes handicapées ou encore la question des réfugiés et des migrants.

Pauline Chetcuti, cheffe de file de la commission Humanitaire de Coordination SUD et responsable Plaidoyer humanitaire à Action contre la Faim « *attend que le sommet apporte des solutions concrètes au-delà des déclarations d'intention sur le respect des principes et la protection des travailleurs humanitaires* ».

Pour Rachid Lahlou, président du Secours islamique France et vice-président de Coordination SUD « *La conférence de New York du 19 septembre qui sera dédiée à la question des migrants et des réfugiés sera importante, notamment en ce qui concerne le suivi de l'initiative Global Compact* ».

En outre, même si l'on peut regretter que cette conférence n'ait duré que deux jours et le manque de représentation au plus haut niveau de la Chine, des États-Unis, de la Russie, de la France et du Royaume-Uni, le Sommet humanitaire mondial a donné lieu à quelques annonces. Ainsi, la France est le seul pays permanent du Conseil de sécurité à s'être engagé à suspendre son droit de veto en cas d'atrocité de masse.

« *Nous saluons cette initiative mais il faut qu'elle soit suivie par tous les membres du Conseil de sécurité et qu'elle s'étende à l'ensemble des crises humanitaires* », insiste Philippe Jahshan, président de Coordination SUD.

Enfin, Coordination SUD et ses membres appellent les décideurs politiques à tenir leurs engagements, qui doivent être suivis d'effets et s'inscrire dans un cadre juridique contraignant. De même, les ONG françaises demandent un suivi de la réforme au niveau des Etats et la mise en place de plans nationaux associés à des contributions nationales, sur le modèle des indicateurs adoptés lors de la COP21.

Comme elles s'y étaient engagées avant le sommet, les ONG humanitaires françaises continueront à se mobiliser pour l'obtention de changements réels et significatifs pour les populations à qui elles viennent en aide.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 160 ONG, dont les 3/4 via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.